

ce numéro diffère, dans sa présentation des autres. Ceci est le fruit d'une réflexion voulant montrer la globalisation de la question sociale à l'échelle mondiale. Que se soit la misère, l'exploitation la plus dure, la liquidation des systèmes de retraite, des licenciements et des luttes, nous les regroupons dorénavant par grands thèmes.

Décembre 2005

L'ATTAQUE DU CAPITAL ET LES RESISTANCES OUVRIERES

Il est difficile de donner ici la liste des mille transformations de la production capitaliste dans la recherche constante de moyen globaux ou spécifiques pour parer à la baisse du taux de profit. Les luttes contre les conséquences de ces transformations sont forcément parcellaires et localisées, au plus à l'échelle nationale. Elles figurent ci-après dans les conséquences les plus importantes pour les travailleurs dans les conditions d'exploitation du travail. Seulement ci-après quelques cas isolés qui ne peuvent être classés quant à ces conséquences directes.

LES MUTATIONS

Chine-7/12/05 - Coton - On a beaucoup parlé du drame des paysans d'Afrique subsaharienne ruinés par les subventions aux producteurs américains. Mais la menace contre les paysans chinois est d'autant plus sérieuse que les multinationales de la distribution comme Wal-Mart par exemple imposent à leurs sous-traitants chinois du textile l'utilisation du coton américain importé en Chine pour abaisser les coûts et accroître leurs profits. (FT)

CONCENTRATIONS

France -1/10/05 — Un exemple parmi beaucoup d'autres bien qu'à une petite échelle mais significatif : les sociétés d'assurance MMA, MAAF Azur -GMF se regroupent (MMA absorbant le groupe AZUR) sur un fond d'autres manoeuvres à l'échelle européenne : conséquence, l'annulation de tous les accords d'entreprise sur le temps de travail et la mobilité. De même le groupe allemand Allianz, déjà majoritaire dans le groupe français AGF, le rachèterait à 100% ©

SOUS-TRAITANCE

France- 5/9/2005 - - Les appels d'offre pour des sous-traitants tant dans le public que dans le privé entraînent souvent le licenciement des travailleurs de la firme évincée par un " moins offrant " (c'est un système qui s'étend mondialement avec les enchères au moins offrant sur internet) .Le transfert du ramassage des ordures dans certains arrondissements de Paris de la SITA à la CGEA déclenche une grève qui finit par imposer la reprise de 80% des éboueurs concernés mais avec changement des conditions de travail et des rémunérations (journal du 11ème)

PRIVATISATIONS (directe ou indirecte)

France - Octobre - novembre 2005 — Marseille a connu deux longs conflits qui n'ont

pas réussi à empêcher la privatisation directe en ce qui concerne la SNCM (transports maritimes notamment entre la Corse et le continent) , indirecte pour la RTM (transports publics de Marseille). Malgré une combativité non démentie (36 jours de grève pour la RTM, 24 jours pour la SNCM), dans les deux cas, la reprise du travail s'est faite dans le désarroi après épuisement de toutes les possibilités légales ou illégales (la grève de la RTM a même été déclarée en justice illégale, une première). Aucun mouvement de solidarité soit dans les autres ports (celui des dockers de Marseille n'ayant pas eu de suite), soit dans les transports publics des autres villes. (M,L,P, etc...) 21/12/05 - Les grutiers du port du Havre en grève de 48 heures contre les directives de leur propre syndicat (Fédération Nationale des Ports et Docks , CGT) contre la mise à disposition de 24 grutiers à des entreprises privées qui, après trois années pourront soit revenir à l'ancien statut soit être embauché directement par ces firmes, ce qu'ils considèrent comme l'amorce d'une privatisation de la gestion du port (M)

FAILLITES

Etats-Unis -Conséquence de la féroce compétition capitaliste, c'est aussi un moyen fréquent, notamment aux USA, pour modifier les conditions d'exploitation du travail, par d'astucieux transferts juridiques en utilisant le laxisme d'une législation adaptée à cet effet. La crise latente du capital permet de telles évasions évinçant les plus faibles du système de production. En France 51.000 entreprises ont été mises en faillite en 2005 (notamment dans le commerce et le BTP) 6% de plus qu'en 2004. (M)

LA PRODUCTIVITE, élément central de l'exploitation capitaliste 1 3/9/05 - Comparant la productivité dans différents pays, l'Office National des statistiques britannique souligne que la productivité dans le Royaume Uni est loin derrière celle de la France et des USA. Aux Etats-Unis ce serait l'effet d'une meilleure utilisation des technologies de pointe, pour la France en partie à un taux de chômage de 10% qui permet notamment une pression sur les salaires et en partie à l'usage de modifications technologiques plutôt que le recours à l'embauche (Guardian)

LES TRANSFERTS

innombrables de production ou de main-d'œuvre pour réduire les coûts de production face à la concurrence seront évoqués dans plusieurs rubriques quant à leurs conséquences. Un seul exemple que l'on n'attend pas : le déclin d'Hollywood (et de la Californie) qui cesse d'être la Mecque du cinéma : en 2004 seulement 31% des films y ont été tournés, le reste émigrant au Canada (Vancouver) ou dans d'autres Etats américains (Louisiane) (FT)

PRAGMATISME ET IMMEDIATETE

en France comme ailleurs,- 31/8/2005- Là aussi , la course au profit et la mise en coupe de l'Etat au service d'intérêts immédiats, fait que nombre de problèmes parfaitement prévisibles font taxer d'impéritie et d'incompétence ce qui n'est que la conséquence du fonctionnement même du capitalisme. Un exemple parmi d'autres que l'on voit journellement en France. Dans l'ensemble des compagnies pétrolières, la moitié de la force de travail prendra sa retraite dans les dix prochaines années, du haut en bas de l'échelle. Actuellement, les multinationales de l'or noir essaient de recruter dans les endroits les plus invraisemblables des esclaves pour travailler sur les plates formes

pétrolières. BP finance 13 agences de recherches pour meubler 400 emplois vacants rien que dans le Texas, même pour des travaux de nettoyage payés 17\$ l'heure (12 euros). De même, les différents ouragans ont révélé que les raffineries américaines n'ont pas connu d'investissements depuis plus de 25 ans ce qui non seulement a causé des pénuries et imposé des importations mais aussi entraîné de sérieux accidents avec morts et blessés. (FT)

SALAIRES ET ACCESSOIRES, TEMPS DE TRAVAIL ET RYTHME DE TRAVAIL

Une bataille quotidienne, mais les deux sont indissociables, liés tout autant à une autre lutte quotidienne dont on parle peu, l'intensité, le rythme du travail, source du harcèlement quotidien direct par la hiérarchie ou indirect par tous les processus automatisés et informatisés.

Les salaires

France -27/9/05 Nantes (Loire-Atlantique) 267 travailleurs de la biscuiterie Bahlsen -Saint-Michel mènent une semaine de débrayages quotidiens pour une revalorisation des salaires à peine supérieurs au SMIC mais n'aboutissent qu'à la suppression d'une prime patronale d'anniversaire (M)

Transports en commun : grève totale à Nancy pour les salaires. Après 17 jours , les travailleurs finissent par accepter 1,7% alors qu'ils en demandaient 8% à la Connex. De même grève de 28 agents de régulation des transports publics de Lyon pour leurs salaires 18/10/05 - raffinerie de Gonfreville (Seine-Maritime) 70 travailleurs du service expédition (sur les 1.600 de la raffinerie bloquent les sorties depuis le 20 septembre pour leurs salaires mais isolés ils doivent reprendre le travail après un mois de grève avec quelques avancées individuelles mais sans acquis collectif. (M, L) 15/9/05 - Les ventes en cascade de Terrial (voir bulletin de septembre) avec d'énormes plus values a fait que les travailleurs après une grève du 9 au 13 septembre 2005, ont obtenu quelques miettes : prime de 300 euros, 200 euros d'intéressement et 1% de rallonge (M)

Corée du Sud : fin de deux semaines de plusieurs heures de grève quotidienne aux usines Hyundai Motors (illégale) après 6,9% d'augmentation, une prime annuelle de trois mois de salaire et une prime spéciale de performance. (FT)

Russie - 25/7/05- les dockers de St-Petersbourg des cinq firmes privées du port après une grève d'une heure trois jours de suite, font la grève du zèle pour une indexation des salaires, les conditions de travail, les horaires et la reconnaissance du conseil syndical : deux des firmes ont cédé mais les trois autres exercent des pressions et des mesures de rétorsion contre le syndicat

Belgique - 28/10/05 Le piquet de grève des travailleurs de l'usine Case New Holland à Zedelgène bloquant l'entrée de l'usine lors d'une grève pour les salaires, les patrons obtiennent un jugement condamnant à une astreinte de 1.000 euros par gréviste et par infraction (S)

Etats-Unis - 21 /12/05 - Les 34.000 travailleurs du système de transports publics de New York en grève illégale pour les salaires, santé et retraite doivent reprendre le travail après trois jours devant les menaces de sanctions financières contre le syndicat et contre

chaque gréviste (M, L, FT 26/9/05 - reprise du travail des 18.300 métallos des trois usines Boeing (avions civils) en grève totale depuis le 2 septembre qui a totalement bloqué les chaînes de production après que la direction eût cédé une prime de 5.200\$ (2.000 euros), deux primes de 3.000 \$ (2.500 euros) fin 2006 et 2007, 70\$ (55 euros) mensuels de retraite en plus par année d'ancienneté et le maintien des garanties santé. A la même époque mais totalement différente, une grève de 29 mécaniciens d'entretien de Boeing à l'aéroport de Newcastle (Australie) pour le renouvellement d'une convention collective (FT) Retraites

Hollande - 32/10/05 - contre une réforme du régime de retraite les raffineries Shell et les plates formes pétrolières sont en grève qui cesse le jeudi suivant après un accord qui maintient le départ à 60 ans (S)

Grande -Bretagne - 12/12/05 - 6000 travailleurs de British Gaz (monopole de la distribution) en grève d'une journée, première d'une série de grèves d'une journée contre une réforme du régime de retraite qui priverait les entrants des garanties de retraite maintenues pour les anciens jusqu'à extinction (SW)

Conditions de travail

Belgique -23/8/2005 - Bruxelles -Midi, gare centrale de Bruxelles, grève spontanée d'une heure dans le poste central d'aiguillage contre une réorganisation du travail qui introduit des horaires ultra -flexibles destinés à éviter l'embauche. Les cadres tentent de jouer les jaunes, mais il faut croire qu'ils ne réussissent guère car la direction accepte de reprendre des négociations en vue d'accroître les effectifs et supprimer le nouvel horaire de travail (S)

Temps de travail et salaires : les chantages à la délocalisation

France - 10/12/05 - Bosch (métallurgie, sous-traitance automobile) 10.400 travailleurs en France. En juillet 2004, 820 travailleurs de l'usine de Vénissieux (Rhône) ont dû accepter sous chantage au licenciement de travailler une heure de plus chaque semaine sans augmentation. Cette fois, de nouveau (leurs salaires étant 4 fois supérieurs à ceux des pays de l'Est européen) ils passent aux 40 heures par semaine sans augmentation. Jusqu'à présent, 12 firmes ayant des usines en France ont procédé de même dont Hewlett Packard où après diverses actions locales et localisées et des tergiversations (et des rododromades des politiciens locaux et nationaux) l'effectif à l'usine de Grenoble est passé de 1.240 à 940, le temps de travail est passé à 38,9 heures par semaine avec de plus toute une cuisine réduisant le paiement des heures supplémentaires (M,L)

Promenades régionales et nationales.

La généralisation dans tous les pays industrialisés d'Europe occidentale des attaques contre l'ensemble des conditions d'exploitation du travail pour rogner une part toujours plus grande de la plus-value et l'impuissance devant le chantage au licenciement tout comme dans le pourrissement des luttes localisées génère un mécontentement diffus que les centrales syndicales essaient de dévier - et de calmer- dans les fameuses journées d'action accompagnées de manifestations : le 4 octobre dernier en France sur un ensemble de sujets assez vagues (privatisations, salaires, etc..), les 7 et 28 octobre en Belgique qui font suite à toute une série de grèves et manifestations locales contre des

projets de réformes des retraites notamment modifiant l'âge du départ et la durée d'activité pris en compte pour fixer le montant des retraites et aussi réforme de la sécurité sociale (M,L,S)

INDE

Nous séparons ce pays des autres rubriques, regroupant un ensemble de luttes pour lesquelles les informations parcellaires ne donnent par une idée précise de leurs causes et de leur évolution. Néanmoins, cette énumération, malgré sa sécheresse peut donner une certaine vision de la lutte de classe dans ce pays d'un milliard d'habitants dont on parle beaucoup moins que la Chine. L'usine Honda à Gurgaon (banlieue de New Delhi la capitale) a connu un conflit en décembre 2004 qui a rebondi en avril 2005. Le 25 juillet dernier, les travailleurs en grève bloquent l'autoroute proche de leur usine pour exiger la réintégration de travailleurs licenciés ou suspendus suite aux conflits précédents, ceci après deux mois de discussions sans résultat. Manifestation pacifique promettent les syndicats qui s'engagent aussi à ne pas bloquer le trafic. Mais ils sont débordés par les grévistes qui bloquent la voie et commencent à caillasser la police Celle-ci intervient brutalement et une véritable bataille rangée s'engage qui s'étend dans les faubourgs de la capitale. Plus de 800 travailleurs sont blessés et il y a vraisemblablement des morts.. Le conflit est résolu le 30 juillet avec la réembauche de 4 des licenciés. Le 31 mai 2005, suite à une grève dans toutes les usines de la firme S Kumar, celle-ci décide le lock-out et ne rouvre que le 27 juin. Hitachi Electric à Gurgaon, grève de 2 jours en mai 2005 Les menaces de grève à l'usine Toyota Kirlaskur Motor à Bangalore se résout avec une augmentation de salaires de 15% Apollo Tyres dans le Gujarat, une grève déclarée " illégale " le 31 mai dure une semaine avant d'être réglée Tata Motors, Jamedshedpur, grève surprise de 4 heures le 7 juin de 300 travailleurs contre la suspension d'un syndicaliste et qui obtient l'annulation d'un transfert à un sous-traitant (quelques précisions : pour être légale, la grève doit recueillir l'adhésion de 75% des travailleurs ; toute grève " illégale " est sanctionnée par un prélèvement de 8 jours de salaire par journée de grève.. Par contre, il existe une réglementation stricte des fermeture d'entreprise et un enchevêtrement des règlements fédéraux et de chaque Etat dont les entreprise voudraient bien se débarrasser)

LES LICENCIEMENTS

Difficile dans l'obscurité de la gestion capitaliste de démêler ce qui est l'effet souvent conjugué de la concurrence, de l'introduction de nouvelles techniques de production, de la recherche du profit et de la crise. Là le patronat tient souvent la main et les luttes peuvent être longues, sous tous leurs aspects de l'affrontement direct de classe et/ou juridique, souvent dans le noir car le patronat n'abat jamais ses cartes.

Etats-Unis - 15/9/05 - 140 compagnies aériennes US ont fait faillite depuis la " libéralisation " de 1978. Il n'en reste plus que quatre " grandes " qui, aux prises avec la baisse du trafic aérien conséquence du 11 septembre, la hausse du prix du carburant et la concurrence des compagnies " low cost " utilisent la loi américaine sur les faillites pour éponger leurs dettes, éliminer les contraintes des conventions collectives et réduire les coûts en rognant sur les salaires, la santé et les retraites. Les licenciements sont monnaie courante. La 3ème firme US, Delta a supprimé 9.000 emplois en septembre 2005 après s'être mise en faillite de même que North West Airlines. Cette dernière a finalement mis a genoux ses mécaniciens (voir le bulletin de septembre), en leur imposant, au terme de

plusieurs mois de grève une réduction des 2/3 des effectifs et la réduction des salaires et avantages pour les restants. (Baltimore Sun, M)

Brésil - 14/9/05 - La compagnie aérienne Varig veut 2.000 licenciements sur un effectif de 12.000 et veut se mettre aussi sous "protection légale" en vue d'une restructuration. Une compagnie concurrente privée avec une flotte similaire n'emploie que 6.000 travailleurs (FT)

Pologne - 14/9/05 - La distillerie de vodka Wyborowa à Poznan, reprise par Pernod veut licencier 119 travailleurs sur 248 : 10 des travailleurs sont en grève de la faim, une lutte ultime du désespoir (M) 31/8/05 - Alors que les officiels célèbrent en grande pompe les luttes qui les ont porté au pouvoir, les chantiers navals de Gdansk, berceaux de cette lutte ne sont plus guère qu'une friche industrielle que quelques requins transforment en "centre culturel" Dans les trois chantiers célèbres de Gdansk, Gdynia et Szczecin les effectifs totaux ont chuté de 60.000 à 25.000 sans compter les ravages chez quelque 600 sous-traitants. Espoirs de renflouement avec les subventions de l'Union Européenne (M, L)

France : 13/9 :05 - Romans dans la Drôme, capitale de la chaussure de luxe aux prises avec la concurrence asiatique : Charles Jourdan mis en redressement judiciaire veut supprimer 400 emplois. (M,L) Marseille - Usine Nestlé de Saint-Menet (chocolat et café) du trust Nestlé qui exploite sur 35 sites en France. Depuis mai 2004, les 427 travailleurs s'opposent à la fermeture de cette usine parfaitement viable de même que le trust, mort programmée à l'origine pour juin 2005. Sur tous les fronts légaux, juridiques et de lutte de classe contrôlée, les travailleurs dopés par syndicats et politiques tentent de s'opposer à la fermeture. Entre jugements, appels, comités hétéroclites, occupation, projets de reprise, redémarrage partiel, comité d'entreprise, manifestations, etc...on s'achemine vers une reprise partielle d'activité avec une construction juridique complexe (dont Nestlé qui s'opposait à une reprise par des concurrents fait partie) mais qui entérine un certain nombre de licenciements(280 ?) (M, L, C) Grenoble - 12/9/05 - Hewlett Packard supprime 6.000 emplois en Europe sur 40.000 travailleurs dont 4.800 en France (voir bulletin de septembre). Alors que la firme annonce construire une usine au Costa Rica avec 500 travailleurs, un marchandage et quelque intervention des autorités locales et nationales terminent le conflit où la fin des 35 heures est échangée contre la réduction des licenciements à l'usine de Grenoble. (M,L) Paris 3/10/05 - Après le plan social du quotidien Le Monde (une cinquantaine de licenciements), les difficultés du quotidien moribond France-Soir, Libération, déjà renfloué par un rejeton des Rotschild, doit se restructurer et après quelques jours de grève trouve une solution pour des licenciements déguisés et des restructurations futures. La même crise de la presse touche aussi le pool de distribution des NMPP qui doit supprimer 360 emplois sur 1.600 (M) ST Microelectronics (semi-conducteurs) (voir précédents bulletins) annonce en mai 2005 la suppression de 3.000 emplois hors d'Asie d'ici 2006 En France, sur 9.200 travailleurs en CDI, 321 devront partir mais la totalité des CDD sont virés. A l'usine du Rousset (Bouches-du-Rhône) (plaques de silicium) 167 CDI sont supprimés et 477 intérimaires largués (L, M) Octobre 2005 - grève de trois semaines de Fralsen Groupe Timex à Besançon (Doubs) contre un plan de suppression de postes et de licenciements ; les menaces de sanctions judiciaires contre certains grévistes entraînent la fin de la grève avec seulement le paiement d'une partie des jours de grève et l'augmentation du montant des indemnités de licenciement © 27/9/05 - Mantes la ville (banlieue ouest de Paris) 160 travailleurs de Tréofan (trust Sodefilm), films d'emballage

en grève avec occupation depuis deux semaines pour des indemnités de licenciement plus substantielles (depuis 1984, les travailleurs du trust Cellophane ont été vendus successivement à six firmes pour tomber sur Goldman Sachs, holding financier qui liquide
(M)

20/9/05 - GKN , sous-traitant de l'automobile (39.600 travailleurs dans le monde dont 1.500 en France). Fermeture de l'usine de Florange (Moselle) (transmissions) Sur 220 travailleurs, 100 seront reclassés en France , Espagne, Pologne. En prévision d'une grève éventuelle, l'usine a tourné à plein un mois avant l'annonce de la fermeture pour constituer un stock préventif (M) 19/10 /05 - Usine Ford de Blanquefort (près de Bordeaux) suppression de 400 emplois sur 3.200 (L). 25/7/05 - Le trust mondial du papier (dont le papier toilette) Kimberley Clark veut supprimer à son usine de Blanquefort (Gironde) 400 emplois sur 3.200 (L) 20/12/05 - Bellerive-sur-Allier (Allier) L'usine Radiatex propose à 11 travailleurs sur 40 d'être " délocalisés " en Malaisie dans des emplois à 1.169 euros par an ou bien de passer la porte (L)
22.12.05 - Salomon (skis) veut supprimer en France 378 emplois sur 1.500

Allemagne - 19/12/05 - Mercedes (groupe Daimler-Chrysler) supprime 8.500 emplois (1 sur 10). Volkswagen menace de fermer des usines d'Allemagne pour faire produire certains modèles au Portugal par une filiale Auto 2000 qui serait ce que les dirigeants baptisent un " laboratoire social " avec 3.700 travailleurs dont les salaires réduits seraient " plus égalitaires " et 1.000 apprentis. La firme économiserait ainsi 850 euros par voiture. On ne sait trop quel genre d'accord a été conclu à ce sujet avec le syndicat de la métallurgie IG Metall (FT, M, L)

4/11/2005 - Deutsche Telekom annonce la suppression de 32.000 emplois sur 170.000 sur trois ans avec un plan social, en raison de la concurrence des portables (M)

Grande-Bretagne - 26/10/05 - La reprise par le trust suédois du téléphone et autres Ericsson d'une partie de Marconi entraîne le licenciement de 1.300 sur 6.670 travailleurs(FT) fin septembre - Gate Gourmets multinationale, fournisseur de plateaux repas avions entre autre de British Airways (voir bulletin précédent sur la grève de l'aéroport d'Heathrow), accord syndicat T&G et GG qui prévoit la réintégration seulement de 400 (sur 667 licenciés) travailleurs avec contrat de travail modifié en faveur de la firme , 172 licenciements " volontaires " et 144 licenciements " obligatoires " ; indemnité de licenciement de deux semaines de salaire par année de présence. Lors de la date limite du 16 décembre pour accepter l'accord en question, seulement 137 sur 700 l'ont signé ; toute une partie des licenciés refusaient encore d'entériner leur licenciement et demandaient toujours, notamment avec des piquets de grève et des manifestations, leur réintégration.. Pour les contraindre de passer sous les fourches caudines employeur - syndicat, le syndicat T&G leur supprime l'indemnité de grève de 52£ (78 euros) par semaine qu'il leur versait jusqu'alors. En octobre , British Airways était toujours perturbée ne pouvant fournir de repas complets sur tous ses vols alors que la firme cherchait toujours à sanctionner ceux qu'elle considérait comme les " meneurs " de la grève sauvage d'août. 85 travailleurs sur 120 Gate Gourmets de l'aéroport de Dusseldorf (Ruhr, Allemagne) étaient également en grève depuis le 7 octobre pour s'opposer aux mêmes réformes des conditions de travail de la multinationale (cadences accrues, salaires bloqués depuis trois ans, horaires portés de 38,5 h à 40 h et vacances réduites de 30 à 25 jours)

22/10/05 - Eurotunnel largue 900 travailleurs (un tiers de l'effectif , uniquement par des départs "volontaires " avec une prime de départ 28.000 euros augmentée de 5% du salaire annuel par année de présence jusqu'à 5 années et 75% au delà. C'est si

avantageux qu'il y a trop de postulants et pas du tout ceux que la direction espérait voir partir. (FT)

Japon- 23/9/05 - Sony, multinationale de l'électronique et des médias veut supprimer 10.000 postes.

Belgique - 14/9/05 - Usine AGC DE Fleurus (Wallonie) , ex-Splintex (vitres automobile) fin d'une lutte de 105 jours contre un plan social entérinant 249 licenciements et une restructuration totale de l'usine avec aggravation des conditions de travail, des salaires réduits et l'embauche de CDD. Les grévistes actifs non licenciés sont sur une liste rouge et assignés à des postes spécialement durs. (S)

Aux Etats-Unis, Ford annonce la suppression de 10.500 emplois dans les 35.000 des services administratifs d'ici 2008 (FT). Toujours dans l'automobile US, fort mal en point : General Motors qui se fait ravir par Wal-Mart la première place des firmes mondiales licencie 30.000 travailleurs et se débat dans d'incroyables difficultés financières en raison de ses engagements antérieurs vis-à-vis de ses retraités notamment. Sa filiale de pièces détachées Delphi qu'il avait cru rentabiliser en lui sous-traitant la fabrication de pièces tout en lui accordant l'apport d'autres clients se trouve acculé à la faillite et contrainte de faire prendre en charge par GM des travailleurs que ladite firme lui avait cédés sous garantie des avantages GM. Le 17/10/05, le syndicat de l'automobile UAW signe avec GM un accord pour les 1100.000 ouvriers des USA réduisant les contributions santé et les retraites. Les 106.000 employés verront leurs salaires bloqués (FT)

LA DANGEROUSITE DU TRAVAIL

On y trouve tant les formes, éternelles, des meurtres ou lésions perpétrés par le capital tant par les atteintes physiques que par les formes plus " modernes " des dégradations nerveuses des variantes de l'intensification du rythme du travail ou de modification des processus de travail (du type troubles musculo squelettiques -TMS pour les initiés). On y trouve le connu pourtant difficile à faire admettre dans des décennies de luttes et l'inconnu car le capital ne se soucie guère des conséquences de l'introduction de nouvelles techniques de production et de l'utilisation de produits inconnus, conséquences qu'il tentera d'ignorer jusqu'au dernier moment pour en éluder les conséquences financières.

Chine - 19/12/05 - L'occident est prompt pour étaler les catastrophes minières, écologiques ou autres qui marquent le développement économique effréné qui servent à minimiser ce que les multinationales causent dans le monde entier. Après le déversement de produits chimiques dans un fleuve de la région de Harbin dans l'extrême nord qui a progressé jusqu'en Russie, c'est un autre fleuve dans l'extrême sud (province de Canton) qui a reçu d'une fonderie de zinc une pollution de cadmium dont on a beaucoup moins parlé. (FT) Le 28 novembre 2004 un coup de grisou dans la mine de charbon de Chenjiashan près de Tungchuan dans la province du Shaanxi (centre nord de la Chine) tuait 166 mineurs ce qui valut aux survivants et aux veuves et orphelins la visite du premier ministre qui leur déclara " Je vous apporte la justice " Un an plus tard, le 11 novembre 2005, un avocat chinois sollicité par 19 veuves et 22 orphelins ne put atteindre la vallée minière qu'après avoir déjoué la surveillance étroite de la police tentant d'empêcher toute entrevue avec ses mandants pour lesquels rien n'a été fait sauf de les

empêcher de communiquer avec toute personne extérieure. Les conditions d'exploitation de la mine n'ont pas changé depuis l'accident. (China Labour Bulletin)

Monde - 16/9/05 - On n'en finit pas avec l'amiante. Doublement. D'abord dans les pays où finalement et tout récemment son utilisation est interdite, les firmes responsables luttent toujours pied à pied sur le plan juridique pour éluder leurs responsabilités. Grâce au lobby industriel du Comité Permanent Amiante de 50 à 199.000 décès sont programmés pour les 30 ans à venir, sans compter le décès de ceux qui ont pu travailler épisodiquement avec ce produit et s'en souviennent à peine. Ensuite parce que des pays comme le Brésil, le Canada ou la Chine continuent à extraire ce minéral et à l'utiliser ; ils prétendent même avoir trouvé un produit qui éliminerait les risques mais ils ne parlent guère des travailleurs qui l'extraient et le conditionnent, ce que l'on peut soupçonner à la lumière de ce qui se passe dans ces pays dans d'autres industries extractives. Un épidémiologiste a récemment déclaré : " le problème de l'amiante peut recommencer demain avec un autre produit... " Tant que le capital existe... Rien qu'en France, 336.000 travailleurs seraient exposés à des produits toxiques " ayant des effets sur leur descendance " et 2,37 millions manipuleraient des produits cancérigènes (M)

LES MIGRATIONS

Contrepartie des délocalisations des unités de production ou de certaines fonctions, les migrations procèdent du même phénomène du capital à la recherche du profit maximum, là où l'unité de travail ou la fonction ne peuvent être déplacés ou " externalisés ". En regard de cet " impératif capitaliste ", les prétendus " contrôles de l'immigration " ne vise par à l'endiguer, mais à le rendre plus dangereux et plus précaire pour conserver la pression qu'elle exerce sur l'ensemble des conditions de travail

Irlande - 9/12/05 - 170.000 travailleurs manifestent pour soutenir les marins de la compagnie Irish Ferries assurant le service entre l'île, la Grande-Bretagne et le continent qui s'est enregistrée à Chypre pour pouvoir embaucher des migrants travaillant dans des équipes de 12 heures, à la moitié du salaire des marins irlandais et contraints de rester à bord trois mois d'affilée. La revendication " Pas de bateaux d'esclaves dans les mers irlandaises " revendique aussi l'ajustement des conditions imposées aux migrants. Les 550 marins occupent deux bateaux depuis le 23 novembre après une mutinerie et un troisième a été désarmé pour éviter son occupation (SW) GAMA construction : grève d'ouvriers turcs pour avoir le paiement des heures supplémentaires. TESCO (supermarchés, filiale de Wal-Mart la multi américaine.) Dépôt de Dublin grève des ouvriers polonais aux mains d'une agence d'intérim polonais en tant que travailleurs temporaires ayant une charge de travail plus grande que les irlandais du même dépôt pour un salaire inférieur. ©

Guyane française - 26/10/05 - Sur 180.000 habitants dans cette semi colonie, 30% sont des " étrangers " sans compter quelques dizaines de milliers de clandestins (de 25 à 50.000), la population s'accroissant de 3,50% par an et ayant doublé en 20 ans. Le bas niveau de vie des pays voisins attire un courant continu d'émigrés notamment pour bénéficier des avantages sociaux, mais la misère entraîne une insécurité grandissante. Le 26 octobre, la démolition de bidonvilles illégaux et les expulsions de famille d'émigrés ont entraîné de violents affrontements avec la police ©

Irak - 27/10/05 - Témoignage d'un GI dans la zone verte de Bagdad : " Ils font venir des travailleurs des pays du Tiers-Monde pour faire la cuisine, le lessive, nettoyer les toilettes, tout ça pour un salaire tellement bas que ça me rend malade rien que d'y

penser. Pendant ce temps, les seigneurs et maîtres (les contractants civils) se cachent dans leurs 4x4 tout neufs. Ils se prélassent avec la clim à fond et gagnent 500 fois plus que ceux qui travaillent à leur place. Nous avons envahi l'Irak pour quoi faire ? Pour réduire des Bangladais en esclavage ? ” (M) La privatisation de la guerre. KBR, sous-traitant de Halliburton a plus de 200 agents recruteurs dans tout le sud-est asiatique avec de fausses promesses, de faux documents des esclaves pour tous les travaux des bases américaines et autres fonctions contrôlées éliminant tout irakien par crainte d'infiltration. 35.000 sur 48.000 travailleurs étrangers dont 10.000 népalais travaillent ainsi pour 65 à 112 \$ par semaine (50 à 100 euros) (The Sun)

Singapour- 7/12/05 - Les travailleurs domestiques venant des Philippines, d'Indonésie et du Sri Lanka forment un quart des 600.000 migrants exploités dans la ville. Ils sont soumis à des lois draconiennes par exemple être expulsées si elles sont enceintes. Les employeurs en abusent d'autant plus (violence, viol, déprivations de toutes sortes) que les lois du travail ne sont pas applicables au travail domestique et qu'ils sont responsables financièrement en cas de fugues ou pour leur déportation si elles se trouvent enceintes . Un foyer sur 7 emploie des esclaves domestiques pour lesquels doit être versé à l'Etat une taxe supérieure au salaire mais cette contribution ne donne aucun droit aux services sociaux de la ville. Depuis 1999 147 esclaves domestiques sont mortes d'accident ou se sont suicidées. (FT)

Grande-Bretagne - 250 ouvriers agricoles importés des ex -Pays de l'Est bloquent les routes dans le West Midlands (Centre de l'Angleterre) L'un d'eux déclare qu'il a payé 400£ pour venir être exploité et en 10 semaines, il a gagné 600£ sur lesquels il doit verser chaque semaine 26£ pour être logé dans un mobile home, 8\$ de taxe locale, 2£ d'électricité et 2£ de gaz. (SW) La Grande-Bretagne exploitait en août dernier 232.000 travailleurs originaires de l'Est européen avec chaque mois 14.000 nouveaux “ entrants ” tous exploités dans les services et les usines. (FT)

Angola - 3/9/05 - Fuyant la misère et l'insécurité des pays voisins et utilisant le chaos local, des milliers de migrants fouillent le sable des rivières à la recherche de diamants qui sont écoulés clandestinement. En décembre 2005, le gouvernement angolais a ratissé toute la région nord du pays expulsant plus de 100.000 clandestins pour récupérer ce commerce (M)

Hollande - 21/8/05 - A Rotterdam sont ancrés deux navires aménagés en prison pour les demandeurs d'asile en voie d'expulsion (S) Juin 2005 - des douzaines de travailleurs polonais en grève sont licenciés. Ayant payé 100 euros pour avoir un contrat, ils devaient ramasser des laitues à 3 centimes par tête ce qui leur faisait entre 4 à 5 euros de l'heure et ils devaient fournir jusqu'à 12 heures par jour. Eux aussi étaient considérés comme “ indépendants ” ce qui exonérait leur employeur de toute charge sociale. ©

France - 17/8/05 - La grève d'une semaine des ouvriers agricoles marocains et tunisiens de la SEDAC (La Crau, Bouches-du-Rhône) pour avoir le paiement des heures supplémentaires a révélé la partie émergée de leur exploitation mais a aussi dissimulé la tentative là et ailleurs de les remplacer par des étudiants chinois, des Rmistes ou des Polonais jugés plus accommodants © 10/10/05 - Novipole est une entreprise spécialisée dans la vente d'esclaves polonais au BTP et dans l'agriculture. Dans cette branche, certaines sociétés maraîchères du Rhône et de l'Ain sont sur la sellette pour avoir embauché des “ indépendants ” payés 6 à 7 euros de l'heure (L) 5/11/05 - Obligation

scolaire : que l'élève au milieu du secondaire ou dans toutes études professionnelle ou universitaire fasse un stage limité et non payé en entreprise pour se familiariser avec l'exploitation du travail . Les entreprises en profitent pour faire travailler gratuitement au rythme d'un salarié cette main-d'œuvre d'autant plus malléable qu'elle est jeune, doit fournir un " bon rapport de stage " et même espère se faire embaucher. Des entreprises ne tournent qu'avec des stagiaires réduisant ainsi a pratiquement zéro le montant du capital variable. Devant ces abus, les stagiaires commencent à s'organiser et des manifestations ont eu lieu à Paris © 5/20/05 - Descente de police et autres agents du fisc à 15 h dans le quartier Château-d'Eau au centre de Paris (10ème arrondissement) pour contrôler l'emploi dans de nombreuses boutiques et artisanat divers, l'emploi de travailleurs immigrés clandestins. L'opération tourne mal pour les forces de l'ordre car elle se transforme en une quasi-émeute spontanée qui bloque une des artères principales de Paris, le boulevard de Strasbourg, les CRS pourchassés et caillassés devant évacuer le quartier avec pour seule proie 17 sans papiers (Parisien) 20/9/05 - Un Réseau Education sans Frontières, collectif d'enseignants de lycéens et de parents réussit plusieurs opérations bloquant l'expulsion de jeunes immigrés sans papiers. Un jeune Camerounais évite au dernier moment l'expulsion par l'action de 200 élèves de son lycée à l'aéroport de Roissy et la solidarité des passagers alertés par leur action qui refusent d'attacher leurs ceintures, empêchant le départ de l'avion (L) 22/12/05 - Solidarité de classe Alfortville, banlieue est de Paris. 4 familles sans logis occupent l'église de la ville. 4 heures après ils en sont expulsés après appel du curé, de l'évêque et du préfet ©

Etats-Unis - En 1986, une loi accordait le droit de séjour à quelque 3 millions d'émigrants illégaux d'Amérique latine, mais en même temps renforçait les contrôles frontaliers et les pénalités contre les employeurs. Mais cela ne fut guère efficace puisqu'aujourd'hui on recense quelque 10 millions d'illégaux sur le territoire US ;. Par contre on sous-estime les victimes du renforcement des contrôles : 300 morts. En 1984, l'Etat de Californie a exclu de l'éducation publique et de tous avantages sociaux les émigrants illégaux Mais , et on comprend bien l'avantage pour le captal de l'existence de ces esclaves, toute une fraction du camp républicain , y compris Bush et son entourage sont pour encourager l'immigration qui permet de maintenir le bas niveau des salaires et l'occupation des emplois les plus dégueulasses (il manquerait pour ces tâches 19 millions d'esclaves). Les autres anti immigration se drapent dans les principes patriotiques de la sécurité et du souverainisme. L'Etat d'Arizona se distingue avec l'organisation de patrouilles civile spécialisées dans la chasse aux clandestins (138 décès de clandestins depuis le 1/10/2004) ce qui n'empêche pas que ceux-ci (250.000) forment 12% de la force de travail de l'Etat bien qu'ils soient exclus de tout droit aux " avantages sociaux " (FT)

Délocalisation des centres de rétention - Des accords avec les " pays de transit " (Maroc , Libye, Algérie..) permettent de repousser les immigrés venant d'Afrique Noire vers les dangers qu'ils ont pu affronter avant d'arriver sur les rivages méditerranéens. C'est ainsi que des milliers s'accumulent, soit prisonniers dans des camps, soit dans une errance clandestine toujours prêts à risquer leur vie pour gagner les mirages de l'Europe (M,L)

Algérie - 24/9/05 - Plus de 10.000 ouvriers chinois directement importés de Chine construisent des cités ou usines nouvelles vendues clés en mains payés plus que les ouvriers algériens (220 euros mensuels contre 90 en Chine et 110 aux algériens) mais travaillant jusqu'à 14 heures pas jour pendant deux mois sans aucun repos. 799

entreprises chinoises oeuvreraient ainsi en Afrique dont 10.000 en Egypte (M)

Union Européenne - 16/8/05 - Les huit entrants de l'Union européenne font pression sur les 12 anciens pour la liberté totale de circulation des travailleurs sans permis de travail . Seules le Royaume Uni, l'Irlande et la Suède ne mettent aucune barrière à cette liberté totale d'exploitation des immigrés ce qui explique, en partie les luttes en Irlande et Grande-Bretagne de travailleurs polonais (176.000 immigrés est européens dans le pays dont 100.000 polonais) et en Suède de ceux des Pays Baltes (les maçons lettons et les dentistes polonais ont récemment fait l'objet d'attaques médiatiques) Les entreprises britanniques prospectent systématiquement l'Est européen pour recruter des travailleurs formés : docteurs, dentistes, chauffeurs de bus, infirmières... (FT)

Dubai -Emirats Arabes - 24/9/05 - Les parias se rebiffent. Une marche de protestation de 800 travailleurs (en salopette et casqués) sur les 6.000 migrants du bâtiment (indiens et pakistanais) bloquent les principales artères de la ville. Ils sont parqués dans des camps dans le désert aux confins de la ville doivent attendre parfois leur paie jusqu'à cinq mois. Ce sont eux qui transforment cet Etat du Golfe en une métropole industrielle. Leur manifestation révèle une telle tension que le ministre du travail ordonne que les salaires soient payés dans les 24 heures et interdit, outre une amende conséquente, aux entreprises d'embauche pendant six mois s'ils contreviennent à cette injonction. Sur le million d'habitants de l'émirat, seuls 200.000 sont des indigènes ; les 2/3 du reste viennent du continent indien ou des Philippines : papiers confisqués, ils ne peuvent quitter le pays que s'ils sont expulsés ; surexploités ils sont de plus soumis à toutes les violences (y compris sexuelles) et discriminés (NYT)

Le marché mondial des esclaves - Les multinationales, MG Technologies, Siemens, General Electric, etc... recherchent des intérimaires en faisant des offres globales d'emploi sur le net. Pour emporter le marché, il faut vendre les esclaves au plus bas taux horaire. Ce sont principalement les - moins offrantes - des agences de travail temporaire qui l'emportent ; l'heure de travail vendue va ainsi descendre au dessous de 30 euros ce qui réduit d'autant, bien sûr, le salaire de l'intérimaire. © Zimbabwe - 19/8/05 - Pour éliminer toute opposition politique à une dictature désastreuse, le gouvernement Mugabe expulse de la capitale Harare toute une population marginale en démolissant les bidonvilles, chassant les petits vendeurs. Plus de 2.400.000 habitants en sont réduits à vivre dans des camps provisoires dispersés dans les campagnes. 200 policiers ont été ainsi spécialement formés pour " conduire les enfants hors des villes " (M)

LES RELATIONS DITES HUMAINES

C'est l'asservissement direct au capital sous toutes les formes de l'esclavage moderne. La domination du capital se dissimule sous la forme d'un " contrat " que l'on présente comme équilibré, qu'il soit écrit ou pas. Ce contrat est réglementé d'une manière générale par la loi, ici en France par le Code du Travail,, par des accords collectifs d'une branche d'industrie ou d'entreprise, par des règlements d'entreprise. Les " représentants légaux " politiques et/ou syndicaux ont pour fonction essentielle de maintenir l'ordre social nécessaire à l'exploitation capitaliste du travail c'est à dire de régler " pacifiquement " les inévitables problèmes que le capital fait surgir constamment dans un cours qui échappe à tout contrôle réel et à toute régulation. Tous les moyens sont bons pour les exploités pour tenter de se libérer quelque peu de cette mainmise sur tous les aspects de leur vie, pas seulement dans la période dévolue à l'exploitation. Les luttes

sont évoquées dans chacun des chapitres de ce bulletin. Nous n'évoquerons ici que quelques faits récents qui montrent les limites des moyens de défense légaux ou illégaux.

30/9/05 Paris, gare du Nord (une des gares principale de la capitale desservant la plus ouvrière des banlieue, l'aéroport de Roissy et le trafic international vers l'Europe du Nord et la Grande-Bretagne) . 28 heures un jour de semaine. Un train de banlieue en panne sur les voies principales dans la proche banlieue, chose trop coutumière. Les banlieusards excédés descendent sur les voies bloquant tout le trafic. A la gare du Nord, les quais débordent d'autre banlieusards rentrant du boulot. Ils attaquent le local d'accueil, La police réplique, les CRS interviennent arrosant de lacrymos. Trois arrestations (Parisien) 12/10 05 - Epilogue de la confiance à la justice pour régler les exactions des entreprises. Metaleurop Nord (voir précédents bulletins). La cour d'appel de Paris refuse l'extension de la faillite de cette succursale française à la maison mère Metaleurop SA, ruinant l'espoir d'obtenir le blocage des comptes du trust suisse et le paiement des indemnités de licenciement. Les constructions juridiques du capital sont toujours un cloisonnement permettant à la fois de fructueux transferts d'argent voire de matériel et d'isoler les conséquences, parfois voulues, de cessation d'activité dans lesquelles les travailleurs se retrouvent complètement dépouillés. (L) octobre 2005 - Autre épilogue d'une faillite fermeture d'une branche française d'une multinationale coréenne : Daewoo. Accusé sans preuves d'avoir mis le feu à une des usines, détruisant un stock de téléviseurs, un ouvrier de Daewoo est condamné en appel à 24 mois de prison avec sursis et à 30.000 euros de dommages intérêts

LE CONDITIONNEMENT IDEOLOGIQUE

Face à la montée des résistances à une pression globale et mondiale dans les conditions d'exploitation du travail, le capital essaie de présenter un " visage humain " en prétendant " moraliser " les marginalités les plus criantes de ses exactions ou de se " réformer " pour atténuer les conséquences de ce qu'il juge nécessaire pour sa survie , " réformes " qui ne visent qu'à maintenir la paix sociale garante du " bon " fonctionnement du système capitaliste.

France - - décembre 2005 - Le chômage baisse.. dans les statistiques qui ne tiennent pas compte des sans emploi qui touchent le RMI, des exclus de toute aide (dont les jeunes de 28 à 25 ans) et des " épurations " des chômeurs indemnisés en " fin de droit " ou exclus de droits parce que ne s'étant pas conformés aux strictes pratiques administratives. 30/9/05 - Arcelor second trust sidérurgique mondial . Manière de tourner les plans sociaux. Les licenciés par suppression d'emplois sont fourrés dans une boîte d'intérim spécialement fondée par le trust - Hommes et Emploi - qui ne coûte que 26 millions d'euros contre 40 millions pour le plan social . Ce qui permet aux travailleurs concernés qui sont envoyés dans le travail temporaire selon leur compétence, de conserver leur statut de sidérurgiste. (M) 4/10/05 - Qui mène l'attaque sur les travailleurs ? Un réseau des 160 entreprises les plus importantes publiques et privées ont formé une association " Entreprise et Personnel " chargée de concocter les " réformes " permettant de poursuivre les efforts déjà accomplis pour la fragmentation du salariat en vue de maintenir la crise à distance et empêcher la formation de tout mouvement social collectif d'ampleur (M) 5/12/ 05 - A quoi sert l'anthropologie ? Chacun pense à étudier les tribus primitives d'Amérique du Sud ou de Nouvelle-Guinée. Pourtant, elle se consacre,de plus en plus, mobilisée par les multinationales et les gouvernements à " l'étude des populations " c'est-à-dire de la manière dont tout un chacun assimile, dans

le travail et ailleurs, notamment dans la consommation, les avancées de la technologie (FT) 23/12/05 - La grève et manifestations des médecins étrangers formant un tiers des médecins oeuvrant dans le système hospitalier français avec des salaires souvent moitié de celui de leurs homologues français alors qu'il leur est interdit d'exercer hors de l'hôpital soulignent l'hypocrisie d'un système de protection d'une caste professionnelle, d'une courte vue qui a tari les sources de recrutement du personnel médical et d'une glorification constante d'un système de santé à la française qui ne fonctionne que grâce à cet apport étranger non reconnu (M,L)

Etats-Unis - 11/10/05 - le budget fédéral consacre 51% de ses recettes à la sécurité intérieure et 23% à la défense. Le chiffre d'affaires mondial de la sécurité (entreprises et techniques) s'élève à 100 milliards d'euros. En Irak, paradis actuel du sécuritaire, les mercenaires forment la deuxième force militaire d'occupation après l'armée US (salaires de 10.000 à 15.000 euros par mois) (FT)

Grande-Bretagne - Truquage : entre 1990 et 2000, le taux de chômage a été divisé par deux mais le nombre de malades longue durée a été multiplié par deux pour atteindre 2.200.000

Monde - 11/10/05 - Les vieux au boulot. D'après les statisticiens de l'OCDE, la croissance économique mondiale déclinera de 1,7 % par année au cours des 30 années à venir (en tout 30% de moins que la croissance mondiale entre 1970 et 2000). Le capital peut s'inquiéter car cela signifie que le taux de profit va, en principe décliner d'autant car le capital global ne peut subsister sans une économie croissante. La recette s'annonce déjà : que les vieux se fassent exploiter plus longtemps pour compenser la chute du taux de natalité. (FT) En France, syndicats et patronat se sont mis d'accord pour ce sauvetage du capital en créant pour les vieux des CDD de 18 mois renouvelables jusqu'à la retraite à temps plein. (M) LES MODELES

Si l'on remontait dans les trente dernières années on verrait la succession médiatique des " modèles " de prospérité économique, successivement abandonnés car ne répondant plus à ce que le capital volait en faire. On a pu voir ainsi

le modèle américain dont on ne parle guère depuis qu'il annonce, outre des dettes intérieure et extérieure colossales, 37 millions de pauvres en 2004 dont les revenus annuels sont inférieurs à 8.000 euros (650 euros par mois.

le modèle hollandais . En septembre, la récession économique , reflet de la récession allemande entraîne l'application d'un plan d'austérité.

le modèle britannique :En septembre les statistiques annoncent une baisse de la production manufacturière (qui ne contribue que pour 15% du PIB), une baisse des rentrées fiscales et un déclin global en 2005. Le taux de chômage est maintenu à un bas niveau par la multiplication des emplois précaires et à temps partiel. La manne pétrolière permet de financer les services publics essentiellement par le biais de la sous-traitance comprimant les salaires le plus possible.

le modèle danois : s'il est très " flexible " question embauche et licenciement est par contre très avantageux pour les chômage qui peut être indemnisé pendant quatre années. Mais le Danemark - un petit pays - n'a guère de dépenses militaires ou de sécurité

le modèle norvégien : le pactole pétrolier permet une redistribution sociale conséquente sur une population réduite, ce que, même la Grande-Bretagne plus peuplée, moins de pétrole et des " charges " notamment militaires ne peut se permettre.

le modèle allemand : en 1980 20% avaient un revenu supérieur à la moyenne du PIB par tête ; en 2004, seulement 1%. Un enfant sur 10 vivrait dans la pauvreté ; le chômage officiel plafonne à 11,4% et 600.000 (sur les 4,7 millions de chômeurs indemnisés) ont été contraints d'accepter les emplois à 1 euro (postes proposés par l'ANPE allemande payés 1 euro de plus que le chômage)

Le modèle espagnol . comme en France le gouvernement social-démocrate veut réformer le droit du travail pour faciliter les licenciements et limiter l'indemnisation du chômage à 20 jours par année travaillée avec un maximum de 12 mois.

à quand le modèle chinois ?

La moralisation de l'exploitation - Le trust du ciment Lafarge s'engage à respecter dans les 75 pays où il exploite des travailleurs les " droits fondamentaux " : pas de travail des enfants, liberté syndicale, sécurité, salaire minimum. Mais aucune sanction n'est prévue pour cet " engagement moral ". Des enquêtes faites sur de tels engagements médiatisés pour " un capitalisme à visage humain " ont révélé que les signataires de tels engagements s'arrangeaient toujours pour que les enquêtes révèlent leur respect scrupuleux par les sous-traitants : dans les sous-traitants chinois, des cours sont donnés aux travailleurs pour répondre " ce qu'il faut " aux enquêteurs et qu'une comptabilité parallèle avec des fausses feuilles de salaire et de faux états-civils permet de justifier le respect des consignes.(FT)

LUTTE DE CLASSE ET POLITIQUE

Dans de nombreux pays, notamment ceux que l'on baptise " en voie de développement " (c'est-à-dire sur la voie capitaliste et leur introduction plus poussée sur le marché mondial des marchandises et de l'exploitation du travail), les séquelles du colonialisme ont laissé au pouvoir des pantins politiques à la solde des anciennes puissances coloniales. Les luttes des exploités (paysans exclus, déclassés dans la misère, travailleurs souvent précaires) se doublent souvent, dans la plus grande confusion de la lutte politique pour une " véritable indépendance " totalement illusoire, d'autant plus que les " oppositions " sont souvent le jouet de la compétition entre puissances dominantes. Mais tel est le cours des choses sous le capital et les victimes sont nombreuses car le capital défend ses prébendes par cliques interposées par la violence directe.

Côte-d'Ivoire - février 2005 - Le pactole du pays, c'est le cacao que les belligérants tentent de s'approprier y compris en le détournant vers les pays voisins. La situation des producteurs de café et de cacao était telle que la Confédération des syndicats agricoles de Côte d'Ivoire envisageait de commencer une grève le 24 février.. Mais le mot d'ordre de grève a été annulé au dernier moment à cause des menaces de mort du Comité de soutien aux institutions de la république (les " patriotes ") (Le Patriote) Indonésie - 3/10/05 - le gouvernement décide de doubler le prix du carburant. Pourtant gros producteur de pétrole, le pays doit importer des produits finis notamment le pétrole domestique utilisé pour la cuisine et l'éclairage. L'incidence est catastrophique surtout pour la moitié des 220 millions d'habitants qui vivent avec moins de 2\$ par jour (1,70 euros). L'opposition syndicale et politique organise une grève des transports et des manifestations violemment réprimées. 5FT) Nigéria - 26/8/05 - 8ème producteur mondial de pétrole , production contrôlée par la firme d'Etat Nigerian National Petroleum Corporation associée dans une joint venture avec cinq multinationales. Mais le pays qui ne possède que 4 raffineries obsolètes et vétustes ne peut fournir que la moitié de la consommation locale des 130 millions d'habitants. Le commerce des

produits pétroliers finis dépend donc presque entièrement d'importations dans un climat de corruption à tous niveaux. Chaque augmentation du prix (conséquence de la hausse du brut) déclenche des journées de grève et de manifestations qui, invariablement sont réprimées avec violence . Dans le même temps une guérilla endémique sévit dans le delta du Niger où animé par une Force Volontaire du Peuple des groupes armés bloquent le port pétrolier de Port-Harcourt, investissent les plates formes pétrolières, sabotent les pipelines, kidnappent les européens, etc...réclamant la libération de ceux des leurs faits prisonniers et une part du gâteau pétrolier pour les populations locales. (FT)

Brésil - Terrorisme et justice de classe - Camito, président du syndicat des travailleurs ruraux a été assassiné en 1982 par les hommes de main des propriétaires latifundiaires de même que son successeur en 1991 et plus récemment le troisième président a échappé de peu à un attentat. L'enquête sur le premier meurtre a duré huit ans, les tueurs ont été condamnés en 2004 et les commanditaires objet d'un mandat d'arrêt en 2005, ont pu s'enfuir en toute impunité. De 1980 à 2005 , 400 travailleurs ruraux, dans le seul Etat de Para ont été assassinés (Réseau Solidarité)

Panama - 12/7/05 - Une vague de grèves contre une réforme du système de retraite contraint le gouvernement à suspendre ses projets, le tout sur fond d'opposition politique et des discussions sur la gestion du canal (FT)

Ethiopie - 1/11/05 - 33 morts et une douzaine de blessés lorsque la police attaque une manifestation dans la capitale impulsée par a misère sociale et l'opposition politique à la dictature. Pour faire dévier le mécontentement, cette dernière ranime un vieux conflit frontalier avec l'Erythrée . (FT)

LA REVOLTE DES EXCLUS

Dans le monde entier, la pression capitaliste sur les conditions de travail et de vie entraîne non seulement les mouvements migratoires des pays pauvres vers les eldorados supposés des pays industrialisés (ce que nous évoqué sous le titre “ migrations ”) mais aussi , à l'intérieur même de ces pays, industrialisés ou pas, à une marginalisation dans la misère sociale d'une couche du prolétariat, réservoir de main-d'œuvre précaire bon marché, où se côtoient souvent une véritable tour de Babel de nationaux, d'anciens émigrés “ réguliers ” , de nouveaux émigrés légaux ou clandestins, un patchwork de situations sociales et familiales et où se développent des pratiques de survie, légales et illégales, clandestines et ouvertes. Les “ interventions ” des éléments extérieurs à ces localisations sociales dispersées sur tout le territoire mais plus regroupées à la périphérie des villes, si elles ne sont pas totalement répressives n'apportent que des mesures cosmétiques sans efficacité tant le problème fondamental de la disparition d'une société capitaliste est mis à nu dans le quotidien de la vie de ces “ exclus ”

Etats-Unis - 31/10/05 - Dans le capitalisme d'aujourd'hui, l'intégration dans la hiérarchie sociale des basses couches du prolétariat n'est même plus nécessaire, les élites pouvant “ fonctionner ” sans cet appoint. Aux USA, depuis 1980, le niveau moyen des 20% plus pauvres n'a pas bougé alors que celui des 5% plus riches a doublé (M)

Grande-Bretagne - 23/9/05 - Deux jours d'émeutes à Lozells (30.000 habitants dont ¾ d'Asiatiques et ¼ d'Antillais, 22% de chômeurs, 30% de célibataires et 20% en maladie)) dans la banlieue de Birmingham . Affrontement entre les deux communautés

dominantes suit à des accusations de viol d'une jeune noire. Les tentatives de ramener le calme par les têtes religieuses et politiques locales ne réussissent qu'à attiser le feu qui couve toujours dans les banlieues anglaises. Incendies de voitures, pillages et un Noir poignardé à mort. (SW) France - octobre-novembre 2005 - Difficile de ne pas évoquer dans ce bulletin les trois semaines d'émeutes de certaines banlieues dans certaines villes de toute la France. Nous n'en dirons pas plus car, comme nous l'avions fait pour les mouvements du printemps 2003, nous préparons une brochure qui tentera de traiter de l'ensemble du problème des "banlieues", brochure dont les conditions d'envoi seront précisées dans le prochain bulletin.

(26 septembre 2006)